




Informations de base	
<p><b>2005/0121(NLE)</b></p> <p>NLE - Procédures non législatives Décision</p>	Procédure caduque ou retirée
<p>Accord-cadre CE/République de Corée: accord-cadre de commerce et de coopération suite à l'élargissement 2004</p> <p><b>Subject</b></p> <p>6.40.08 Relations avec les pays d'Asie</p> <p><b>Zone géographique</b></p> <p>Corée du Sud</p>	

Acteurs principaux				
Parlement européen	<b>Commission au fond</b>		<b>Rapporteur(e)</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>INTA</b> Commerce international		BARÓN CRESPO Enrique (PSE)	12/07/2005
	<b>Commission pour avis</b>		<b>Rapporteur(e) pour avis</b>	<b>Date de nomination</b>
	<b>AFET</b> Affaires étrangères		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	<b>Formation du Conseil</b>	<b>Réunions</b>	<b>Date</b>	
	Affaires générales	2700	2005-12-12	
	Affaires générales	2678	2005-10-03	
Commission européenne	<b>DG de la Commission</b>		<b>Commissaire</b>	
	Relations extérieures		ASHTON Catherine	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
28/06/2005	Publication de la proposition législative	COM(2005)0281 	Résumé
12/10/2005	Annonce en plénière de la saisine de la commission		

23/11/2005	Vote en commission		Résumé
07/12/2005	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A6-0398/2005</a>	
17/01/2006	Décision du Parlement	<a href="#">T6-0002/2006</a>	Résumé
17/01/2006	Résultat du vote au parlement		
02/12/2009	Informations supplémentaires		Résumé
07/03/2015	Proposition retirée par la Commission		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2005/0121(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Instrument législatif	Décision
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 218-p6a
État de la procédure	Procédure caduque ou retirée
Dossier de la commission	INTA/6/29304

Portail de documentation				
<b>Parlement Européen</b>				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A6-0398/2005</a>	07/12/2005	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T6-0002/2006</a>	17/01/2006	Résumé
<b>Commission Européenne</b>				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	<a href="#">COM(2005)0281</a> 	28/06/2005	Résumé	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	<a href="#">EUR-Lex</a>	

**Accord-cadre CE/République de Corée: accord-cadre de commerce et de coopération suite à l'élargissement 2004**

2005/0121(NLE) - 03/10/2005

Le Conseil a adopté une décision approuvant la signature d'un protocole à l'accord de commerce et de coopération avec la République de Corée visant à tenir compte de l'adhésion à l'UE des dix nouveaux États membres. Il a décidé de demander l'avis du Parlement européen sur ce protocole en vue de sa conclusion ultérieure.

## **Accord-cadre CE/République de Corée: accord-cadre de commerce et de coopération suite à l'élargissement 2004**

2005/0121(NLE) - 17/01/2006 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Enrique **BARÓN CRESPO** (PSE, ES), le Parlement européen se rallie à la position de sa commission au fond et approuve la conclusion du protocole à l'accord de commerce et de coopération avec la Corée.

## **Accord-cadre CE/République de Corée: accord-cadre de commerce et de coopération suite à l'élargissement 2004**

2005/0121(NLE) - 28/06/2005 - Document de base législatif

**OBJECTIF** : inclure les 10 nouveaux États membres à l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté et ses États membres et la Corée.

**ACTE PROPOSÉ** : Décision du Conseil.

**CONTENU** : Conformément à l'article 6, par. 2, de l'Acte d'adhésion des nouveaux États membres à l'UE, l'adhésion de ceux-ci à l'accord-cadre de commerce et de coopération avec la République de Corée doit être approuvée par la conclusion d'un protocole additionnel à cet accord.

C'est l'objet de la présente proposition qui utilise, pour ce faire, une procédure simplifiée (conclusion de l'accord par le Conseil statuant à l'unanimité au nom des États membres, et le pays tiers concerné). Cette procédure ne porte pas atteinte aux compétences propres de la Communauté.

Le texte du protocole, joint à l'annexe de la proposition, a été paraphé par la Commission et les autorités coréennes le 14 avril 2005. Il prévoit principalement l'adhésion des nouveaux États membres à l'accord-cadre de commerce et de coopération UE-Corée et l'intégration des nouvelles langues officielles de l'UE.